

## Reprise de la relation bilatérale entre la France et le Burundii

RFI, 21-07-2019 Le Burundi, en crise depuis que le président Nkurunziza a décidé en 2015 de briguer un 3e mandat qu'il a obtenu la même année, est jusqu'ici sous sanctions de l'Union européenne et de ses États membres pour son refus de négocier avec l'opposition exil et les multiples violations des droits de l'homme, qui lui ont valu l'ouverture d'une enquête de la CPI pour crimes contre l'humanité.

La France semble avoir décidé de faire cavalier seul, en reprenant son aide directe au Burundi depuis le début de l'année 2019, dans l'espoir notamment de faire bouger les lignes dans ce pays souvent qualifié de jusqu'au-boutiste. Elle agit officiellement d'une « politique de la main tendue », une initiative de la France décidée lors de la visite de la diplomatie burundaise, Ezechiel Nibigira, à Paris en octobre de l'année dernière. Ce changement de cap, alors qu'à la même époque l'Union européenne venait de reconduire ses sanctions contre le Burundi, s'est fait dans la plus grande discrétion. Pas de communiqué, aucune déclaration de la part des autorités françaises ou burundaises. Cette reprise de l'aide directe la France depuis le début de la crise au Burundi il y a quatre ans. C'est finalement l'ambassadeur de France au Burundi qui a révélé il y a quelques jours, lors de la célébration de la fête nationale française, dans sa résidence à Bujumbura. Cela s'est traduit, selon le diplomate, par « une reprise progressive de la coopération dans le domaine de la défense ». Il agit notamment de la formation d'officiers burundais en France, les écoles de formation régionale au Gabon et au Sénégal. Mais aussi par un financement de 50 millions de dollars pour le domaine de l'éducation. Problème, la répression meurtrière se poursuit au Burundi selon les experts de l'ONU, et Gitega, la nouvelle capitale du pays, n'a pas voulu saisir jusqu'ici cette main tendue de Paris. Mais la France qui se veut « réaliste » et cherche à « encourager des évolutions positives, surtout après la présidentielle de 2020 », à l'actuel chef de l'État, Pierre Nkurunziza, a promis de ne pas participer, selon un autre diplomate français.